

LE TEMPS

Ne peut être vendu séparément

ÉDITION SPÉCIALE

2016 dans le viseur



CREDIT

Les banques centrales mènent le bal

PERSPECTIVES L'évolution des marchés émergents inquiète les économistes, en particulier celle de la Chine.

PAR MATHILDE FARINE

Le grand risque de 2016? Ce sera l'évolution des marchés émergents, de l'avis unanime des économistes. En particulier de la Chine, dont le modèle économique passe d'une dépendance aux exportations à une dépendance à la demande intérieure.

Alors que les premiers jours de l'année ont été marqués par plusieurs secousses de la bourse, «la Chine peut subir un ralentissement rapide», prévient Grégoire Rudolf, stratège au responsable des investissements (CIO) d'UBS, qui sera l'un des participants à une table ronde de la conférence Horizon 2016 ce mardi à Lausanne, aux côtés de Sara Carnazzi

Weber, responsable de l'analyse macroéconomique fondamentale chez Credit Suisse, et Christophe Bernard, responsable des investissements à la banque Vontobel.

Mais il n'y a pas que la Chine qui inquiète: prix faible des matières premières, endettement croissant, tensions liées aux hausses de taux américains, sont des facteurs pouvant déstabiliser les pays émergents. Or «compte tenu du poids croissant de pays émergents dans l'économie mondiale, un affaiblissement plus prononcé de la croissance pourrait aboutir à une brusque baisse de dynamique dans les pays avancés», estime Sara Carnazzi Weber.

Les grandes banques centrales resteront cependant les acteurs principaux l'an prochain. «Le thème majeur de 2016 sera le resserrement de la politique monétaire de la Fed et son impact éventuel sur l'économie américaine»,

estime Christophe Bernard. La Fed a déjà procédé à une hausse de taux en décembre dernier, «les investisseurs escomptent deux hausses de taux, la Fed en anticipe quatre, ce qui représente un écart important, source de volatilité», poursuit-il. De quoi avoir aussi un impact sur les secteurs qui tirent la croissance, comme l'immobilier.

La Banque centrale européenne (BCE) et sa politique d'assouplissement quantitatif sera aussi cruciale en Europe. Les bonnes nouvelles pourraient d'ailleurs venir de ce continent, «grâce à une constellation historiquement favorable (euro faible, baisse du prix du pétrole et politique monétaire extrêmement accommodante)», selon Christophe Bernard. De même, Sara Carnazzi Weber s'attend dans cette région à la plus forte croissance depuis 2010, soit 1,7%.

2016, l'année de la fin du franc fort? «Rien n'est moins sûr», selon Christophe Bernard. «A priori le niveau actuel permet une croissance de 1%, voire plus, si l'environnement extérieur s'améliore», estime-t-il. Il considère que le scénario le plus probable reste une stabilité autour des 1.10 franc pour un euro «car le franc reste une monnaie structurellement forte avec une économie compétitive et une balance des paiements toujours excédentaire». Mêmes pronostics du côté de Credit Suisse, qui estime que, «tant que la BCE s'en tient à sa politique monétaire très accommodante, le potentiel de dépréciation de la monnaie suisse reste limité.»

D'autres événements - présidentielle américaine en tête - sont encore susceptibles de secouer les économies et les marchés en 2016. A lire dans ce supplément spécial.

ÉDITORIAL

Une boussole pour affronter 2016

De quoi sera fait 2016? Il serait présomptueux d'y répondre de manière définitive. Pourtant, rien n'empêche de tirer des fils conducteurs pour nous aider à appréhender cette nouvelle année. Qui n'a pas attendu longtemps pour rappeler que l'instabilité règne: la première séance de l'année a commencé dans la panique boursière. En partenariat avec l'IMD et la banque Vontobel, Le Temps a ainsi décidé d'organiser une grande conférence qui donne la parole à des économistes pour esquisser les risques et les opportunités de l'année qui commence, à des dirigeants d'entreprises pour parler des défis de leur secteur, à Andréa Maechler,

numéro trois de la BNS, pour décrypter les enjeux de l'économie suisse. L'économie américaine risque-t-elle de replonger dans la récession? Le franc s'affaiblira-t-il enfin? L'Europe mettra-t-elle derrière elle la crise de la dette et retrouvera-t-elle la croissance? De nouveaux secteurs vont-ils se faire «uberiser»? Exposés, débats, tables rondes tenteront de répondre à ces questions. Ce supplément, produit pour accompagner la première édition de cette conférence, désormais annuelle, devrait aussi permettre d'avoir avec soi une boussole pour affronter 2016.

PAR MATHILDE FARINE

Economie

L'interdépendance sera le principal enjeu économique de l'année 2016

PROSPECTION L'exercice qui débute compte au moins autant d'incertitudes que ceux qui le précèdent. Mais 2016 est une année charnière. Partout sur la planète, des débats sur l'ouverture commerciale ou, à l'inverse, sur le repli protectionniste, émailleront les douze mois à venir

Que nous réserve 2016? Les marchés vont-ils corriger leurs exagérations? Le pétrole battra-t-il d'autres records? L'Europe poursuivra-t-elle sa convalescence? Les États-Unis tiendront-ils leurs promesses? Les BRIC relèveront-ils la tête? Google et Facebook seront-ils entravés dans leur course à l'omnipuissance? Et la Suisse, peut-elle déjà à vivre avec un euro à moins de 1,10 franc?

En attendant des réponses, Le Temps a sélectionné quelques dizaines d'enjeux et de rendez-vous à ne pas manquer en 2016. Ils diffèrent tous, selon les pays. Mais ils ont un point commun: la question de l'interdépendance dans une économie où, sans faire de bruit, la globalisation recule. 2016 sera sans aucun doute l'année de l'ouverture pour l'Argentine, l'Iran ou Cuba. En Europe, en Suisse, en Turquie ou Royaume-Uni, aux États-Unis, l'issue des débats est bien plus incertaine.

SUISSE ↗+1,3% Après le choc, la relance

Tout le monde lui promet une année moins agitée. En 2016, la **Banque nationale suisse** (BNS) continuera certes de suivre de près l'évolution du franc et, si nécessaire, elle interviendra pour qu'il devienne moins fort. Mais la grande majorité des économistes estime que la devise helvétique va se déprécier en 2016. A moins d'une surprise majeure, la zone euro va poursuivre sa convalescence, soutenant l'euro, et les États-Unis vont relever progressivement leur taux, attirant les capitaux vers la zone dollar. Le premier rendez-vous de l'année est fixé au 13 janvier. Le numéro 2 Fritz Zurbügg donne une conférence à Zoug sur le rôle de la BNS pour la compétitivité suisse.

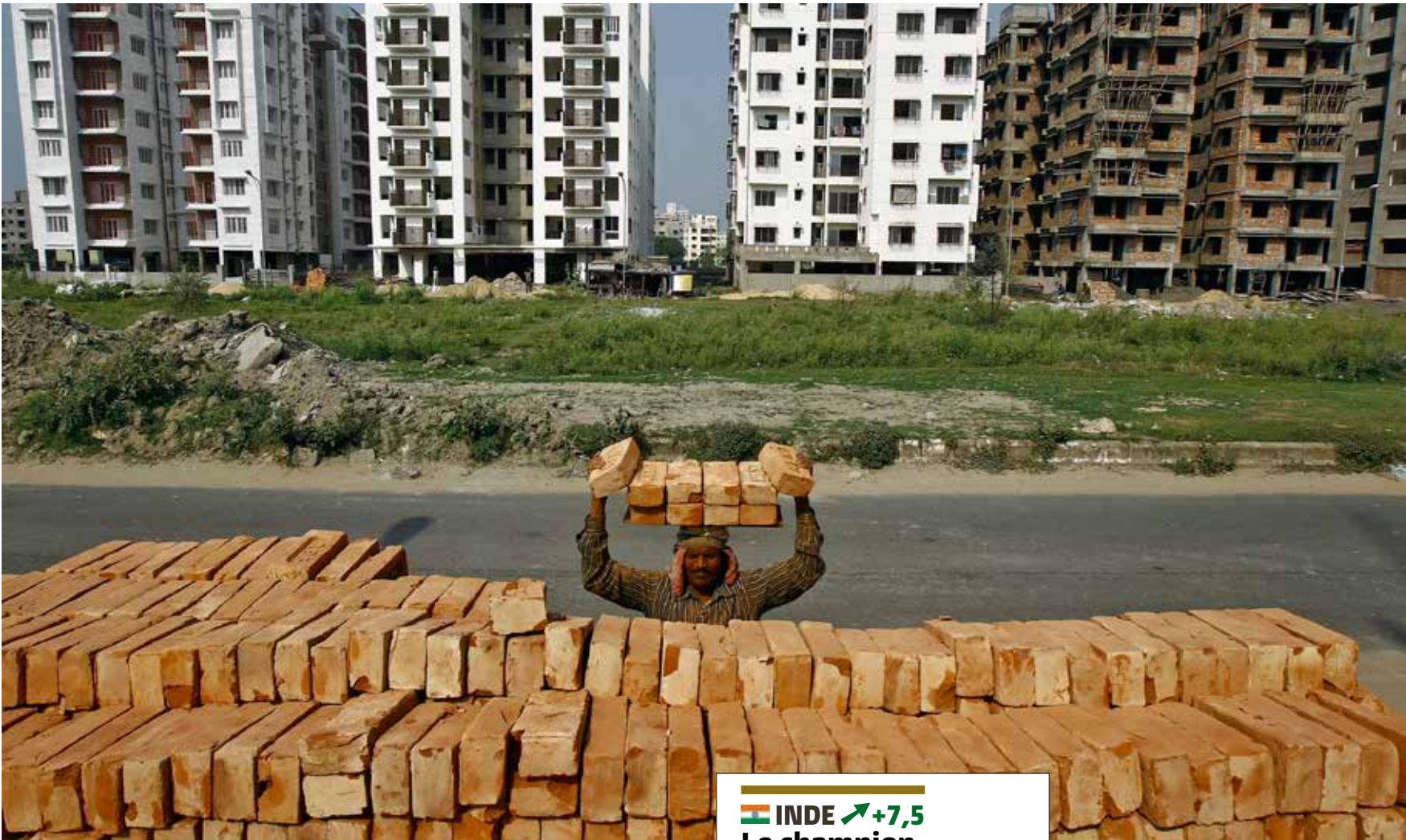
A Berne, l'année politique sera marquée par la mise en application de l'initiative contre l'**immigration** de masse. Le Conseil fédéral poursuit ses négociations avec l'UE pour trouver une solution basée sur une clause de sauvegarde afin de maintenir l'Accord sur la libre circulation. En parallèle, une solution unilatérale de restriction de l'immigration sera proposée d'ici début mars. Le parlement débattera de ces projets durant deux à trois sessions. Sur le plan **immobilier**, à Lausanne (2130 francs pour un 4 pièces), comme dans la quasi totalité du pays, les loyers devraient légèrement baisser. L'offre s'étioffe, alors que l'activité de construction d'immeubles a été et restera très intensive. Pour les logement en propriété (villas et PPE), les prix sont également attendus en baisse en Suisse romande. C'est dans la région lémanique (-3% et -4,6%) et dans les régions touristiques que les reculs devraient être les plus marqués, prévoit Wüest & Partner.

A Genève, l'on consacrera 2016 à adapter le cadre légal aux dernières tendances de l'économie numérique. Avec la **«Lex Ubers»**, d'abord. Ce projet législatif, actuellement entre les mains des députés genevois, tente d'intégrer les activités de la société californienne, toujours engagée dans une lutte au corps à corps avec les autorités et les taxis vaudois. Second exemple: la loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement, entrée en vigueur ce mois. Ce nouveau texte ouvre la voie à une possibilité d'encadrer davantage des acteurs tels Airbnb. Toutefois, la base légale prévue pour agir contre les abus ne fait qu'entrouvrir une ligne de défense.

Comme d'habitude, la Suisse sera aussi le centre du monde, du 20 au 23 janvier. Dirigeants d'entreprises, chefs d'État et chercheurs se réuniront dans la station grisonne de Davos pour discuter des manières d'améliorer l'état du monde et de la «4e révolution industrielle». (SP, DN, WB, MF)

FRANCE ↗+1,5 La relance par l'embauche

L'année 2016 a démarré avec un mea-culpa du jeune ministre de l'économie, Emmanuel Macron, qui a déploré le retard pris pour s'attaquer au chômage de masse. La France compte 3,8 millions de deman-



La vision politique du premier Ministre indien Narendra Modi devrait continuer de soutenir la confiance des investisseurs et, donc, les investissements des entreprises. (RUPAK DE CHOWDHURI/REUTERS)

deurs d'emplois officiels, et sans doute jusqu'à cinq millions, en englobant les travailleurs à temps partiel. Les réformes timides n'ont pas encore donné aux entreprises l'oxygène nécessaire pour embaucher. L'indice boursier CAC 40 pourrait souffrir de cette fragilité, alors que l'essoufflement de l'économie européenne se profile. L'assainissement budgétaire sera tenté, lui, par les dépenses de sécurité: le déficit devrait donc excéder les 3,3% du PIB prévus pour une dette publique de 96,5% du PIB. (RW)

ESPAGNE ↗+2,5% De la viabilité de la reprise

L'Espagne serait-elle devenue ingouvernable? Entre les alliances de circonstances, la tentation séparatiste catalane et la colère de la rue, l'année 2016 promet d'être agitée. Pas de quoi rassurer les marchés qui s'étaient pourtant réjouis de la relance (350 000 emplois nets créés en un an). Or, si l'Espagne a pu retrouver sa compétitivité, c'est grâce à l'assouplissement du marché du travail et à la faiblesse de l'euro. Rien ne dit que la croissance qui en résulte soit plus durable qu'avant la crise. Le pays compte d'ailleurs toujours plus de 4 millions de chômeurs (22%), un niveau asphyxiant. (ABC)

ALLEMAGNE ↗+1,6% Les migrants, relance ou handicap?

Outre le débat politique, l'arrivée massive de migrants à la fin de l'été a suscité une discussion inédite chez les économistes. Dans un premier temps, le million de nouveaux réfugiés en 2015 a été assimilé à un plan de relance. Les aides prévues pourraient avoir dopé la croissance du PIB à hauteur de 0,3%. A plus long terme, les experts de l'institut Ifo s'inquiètent toutefois des coûts - estimés à plus de 21 milliards d'euros pour 2015 - liés à l'accueil et à l'intégration des migrants. Six entreprises sur dix jugent leurs chances comme limitées sur le marché du travail, selon un sondage réalisé par l'Ifo en novembre.

A Francfort, la Banque centrale européenne (BCE) tient toujours le sort de la zone euro entre ses mains. Fin 2015, son président Mario Draghi a annoncé que la BCE ferait «tout ce qu'il faudra» pour évi-

ter la déflation. Cela sous-entend-il qu'elle rallongera encore son plan de rachat d'actifs (QE)? C'est loin d'être sûr, selon les experts. Quoiqu'il en soit, la BCE devra continuer de lutter contre le risque de déflation, une croissance toujours molle et des banques qui rechignent toujours à prêter. (YH, MF)

ITALIE ↗+1,3% La réforme par le travail

Le deuxième partenaire commercial de la Suisse, sorti de récession en 2015, devrait trouver de la croissance cette année dans la reprise des investissements et du crédit. La confiance revient graduellement, notamment grâce aux réformes entreprises par le gouvernement de centre-gauche de Matteo Renzi: le droit du travail a été assoupli, le système politique est en cours de stabilisation grâce à une réforme de la loi électorale et une modification constitutionnelle sur laquelle le peuple doit encore se prononcer. Mais l'Etat reste l'un des plus endettés de la zone euro (136% du PIB) et la fraude prive le fisc de près de 25% de ses rentrées. (YG)

PORTUGAL ↗+1,5% Lisbonne sur un fil

En 2015, la croissance a finalement repris au Portugal et elle devrait se maintenir l'an prochain. Mais Lisbonne, qui peine toujours à former un gouvernement, devra encore assainir les finances publiques et poursuivre les réformes structurelles si les responsables veulent remettre le pays sur le chemin de la croissance à long terme. (MF)

BELGIQUE ↗+1,5% Un accord historique, et vite

Bruxelles et Washington affichent le même objectif: achever les négociations sur le traité de libre-échange (TTIP) en 2016, soit avant la fin du mandat de l'administration Obama, en janvier 2017. Mais cet accord, qui concernerait près de la moitié du commerce mondial, fait face à de nombreuses critiques, notamment en Europe, sur le fond et sur la méthode. (SP)

INDE ↗+7,5 Le champion de 2016

Pour la première fois depuis 1999, la croissance indienne a dépassé celle de la Chine en 2015. Cela devrait à nouveau être le cas en 2016, avec une progression du PIB attendue entre 6,5 et 7,5%. La demande domestique et les dépenses en infrastructures seront les moteurs de cette conjoncture qui sera être l'une des plus dynamiques du monde cette année. (SP)

LUXEMBOURG ↗+3,4% L'épilogue des Luxleaks

Le paquet a été dévoilé le 5 octobre dernier. Son but, exprimé en 15 mesures: lutter contre l'érosion de la base imposable et le transfert de bénéfices (BEPS, en anglais). Encore des standards fiscaux revisités? Non, ce dernier effort de l'OCDE doit marquer un épilogue à la série des «LuxLeaks». Le nouveau régime s'appliquera aux multinationales en Suisse. Et ceci, vraisemblablement déjà à partir de 2016. Soit au lendemain de la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe et de l'OCDE concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. (DN)

SUÈDE ↗+3% Suisse-Scandinavie, même combat monétaire

Comme en Suisse, les banques centrales danoise et suédoise ont abaissé leurs taux d'intérêt directeurs en territoire négatif afin d'éviter un envol de leur devise face à l'euro. Si la Suède justifie son action par le souci d'échapper à la déflation, le Dane-mark tente pour sa part de maintenir la stabilité de sa monnaie. Les deux pays vont tenter de retrouver un niveau d'inflation positif en 2016 afin de ramener leurs taux d'intérêt à zéro, voire davantage. (YG)

NORVÈGE ↗+1,3% Du fonds souverain au fonds de soutien

«Théoriquement, la Norvège est en crise. Mais le fonds souverain fait tampon». C'est ainsi que l'ambassadeur suisse à Oslo résume la situation. Depuis la chute du prix du pétrole - il vaut 37 dollars aujourd'hui, contre 56 dollars fin 2014 - les prix de l'immobilier reculent et le taux de chômage progresse; sur les 300 000 emplois liés directement ou indirectement au pétrole, 27 000 ont déjà été supprimés, selon un quotidien régional. En 2016, pour équilibrer un budget en déficit, la Norvège devrait pour la première fois de son histoire piocher dans son fonds souverain. Elle entend prélever 3,7 des quelques 7400 milliards de couronnes (834 milliards de francs) de ses coffres. (VG)

du prix du pétrole - il vaut 37 dollars aujourd'hui, contre 56 dollars fin 2014 - les prix de l'immobilier reculent et le taux de chômage progresse; sur les 300 000 emplois liés directement ou indirectement au pétrole, 27 000 ont déjà été supprimés, selon un quotidien régional. En 2016, pour équilibrer un budget en déficit, la Norvège devrait pour la première fois de son histoire piocher dans son fonds souverain. Elle entend prélever 3,7 des quelques 7400 milliards de couronnes (834 milliards de francs) de ses coffres. (VG)

ROYAUME-UNI ↗+2,2% Sortira, sortira pas

Bel et bien remise de la crise financière, l'économie britannique reste confrontée à plusieurs menaces. A commencer par celle d'un «Brexit». Promis par David Cameron, le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE doit se tenir d'ici à la fin 2017. Un rejet de l'Europe est considéré par les investisseurs comme étant le principal risque pour une économie qui se couperait ainsi de son premier partenaire commercial. Autre question qui les tarabuste est de savoir quel moment choisira la Banque d'Angleterre pour remonter ses taux d'intérêt. Après la Fed, la BoE devrait en effet être la 2e banque centrale à renouer avec une politique monétaire conventionnelle. Peut-être même dès 2016. (SD)

GRÈCE ↘-1,3% Les retraitements avant tout

Alexis Tsipras, le Premier ministre, s'est montré optimiste pour 2016. Elle sera «l'année du retour à la croissance, de la fin du contrôle de capitaux, de la réduction de la dette et de retour sur les marchés». Une majorité du peuple grec n'y croit pas et s'attend à ce que la situation empire, selon un récent sondage. Une chose est sûre: Athènes doit poursuivre les réformes promises, pour obtenir le prêt de 86 milliards promis par ses créanciers. La priorité absolue: le système de retraite «au bord de l'écroulement», dixit Alexis Tsipras, et dont Bruxelles exige qu'il devienne non déficitaire. Et mis en oeuvre à fin janvier. (SP)

Economie 3



L'économie russe, enfoncée par la chute des prix du pétrole, vivra une année 2016 placée sous le signe de l'austérité budgétaire et de possibles privatisations. (SERGEI KARPUKHIN/REUTERS)

TURQUIE ↗+2,9% Un «désastre» programmé?

Freinée dans son développement économique par la gestion des flux migratoires, la Turquie risque bel et bien de décevoir une fois encore les investisseurs internationaux cette année. L'agenda économique 2016, détaillé en décembre, est "populiste et protectionniste", ont commenté les observateurs. Il contient des soutiens financiers aux travailleurs et des subides aux entreprise à foison, mais ne prévoit rien en termes de réformes, de discipline fiscale ou d'amélioration de la productivité.

«Un désastre budgétaire», selon un analyste cité par Reuters. D'après le FMI, la croissance devrait se limiter à 2,9% en 2016. Et c'est sans compter sur les effets néfastes des sanctions économiques décidées par la Russie, alors que les deux pays traversent une crise diplomatique. (SP)

IRAN ↗+4,4% Un accord et beaucoup de promesses

Les Iraniens comptent sur l'accord diplomatique conclu l'été dernier pour relancer leur économie et mettre fin à une inflation galopante (+15 % en 2015). Ils espèrent que les sanctions économiques qui frappent leur pays seront levées dès le 1er trimestre 2016 et que les investisseurs étrangers pourront faire leur grand retour. A condition, bien sûr, que les relations avec l'Arabie Saoudite et les autres voisins ne s'enveniment pas encore davantage. Fort de 80 millions de consommateurs potentiels, le marché iranien fait également saliver des entrepreneurs du monde entier. Le président de la Confédération, Johann Schneider-Amman, devrait se rendre à Téhéran début 2016. (SD)

CUBA (N/A) Des touristes par millions

Cuba compte bien profiter du réchauffement de ses relations diplomatiques avec les États-Unis entamé en 2015. En ligne de mire notamment, des milliers de touristes américains qui avaient jusque-là - et qui ont toujours en partie - l'interdiction de se rendre sur l'île des Caraïbes. Or, les choses semblent être sur la bonne voie puisque Cuba avait déjà battu, fin

royaume a décidé de maintenir sa production malgré la chute brutale du prix de l'or noir. Objectif: préserver ses revenus. La manoeuvre a contribué à faire plonger les prix sur 2015. En 2016, elle devrait impacter les finances de Ryad. Le royaume a déjà prévu des coupes budgétaires pour l'année et une rallonge des dépenses militaires au vu des tensions accrues dans la région. (VG)

ETATS-UNIS ↗+2,8% Le retour à la normalité

C'est l'une des grandes questions de l'année. La Réserve fédérale a annoncé un tour de vis en décembre, le premier en une décennie. Elle a déjà promis de continuer, mais à quel rythme? Pour l'instant, le consensus des économistes prévoit quatre hausses de taux d'intérêt l'an prochain. Une progression qui sera adaptée à l'évolution de l'économie américaine. Et qui devrait aussi stimuler la hausse du dollar.

2016 marquera aussi la fin du programme fiscal américain vis-à-vis des banques suisses. Mis en place à l'été 2013, ce dernier avait pour but de leur permettre de mettre fin à leur différend fiscal avec les États-Unis. Au 31 décembre 2015, elles étaient déjà 75 banques appartenant à la catégorie 2 du programme à être parvenues à un accord. Pour des amendes s'élevant à plus de 1 milliard de dollars au total. Si bien qu'il ne reste plus qu'une vingtaine d'établissements (le chiffre précis n'est pas public) à attendre encore une sanction des États-Unis. Sans oublier les banques des catégories 1 (celles qui font l'objet d'une enquête pénale) et 3 (celles qui estiment ne pas avoir violé le droit fiscal américain) du programme. (MF, SD)

ARABIE SAOUDITE ↗+2,2% La baromètre du pétrole

Jusqu'à fin 2014, l'Arabie Saoudite ne réservait que peu de surprises. La voix la plus forte de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) revoyait sa gigantesque production de pétrole à la hausse ou à la baisse en fonction des prix du brut. Tout a changé en novembre 2014 quand le

royaume a décidé de maintenir sa production malgré la chute brutale du prix de l'or noir. Objectif: préserver ses revenus. La manoeuvre a contribué à faire plonger les prix sur 2015. En 2016, elle devrait impacter les finances de Ryad. Le royaume a déjà prévu des coupes budgétaires pour l'année et une rallonge des dépenses militaires au vu des tensions accrues dans la région. (VG)

ETATS-UNIS ↗+2,8% Le retour à la normalité

C'est l'une des grandes questions de l'année. La Réserve fédérale a annoncé un tour de vis en décembre, le premier en une décennie. Elle a déjà promis de continuer, mais à quel rythme? Pour l'instant, le consensus des économistes prévoit quatre hausses de taux d'intérêt l'an prochain. Une progression qui sera adaptée à l'évolution de l'économie américaine. Et qui devrait aussi stimuler la hausse du dollar.

ARGENTINE ↘-0,7% Après l'ère Kirchner, l'ouverture du monde

Après 10 ans d'absence, l'Argentine sera présente au Forum de Davos. Anecdote mais symbolique de la volonté du nouveau président issu de la droite libérale, Mauricio Macri, de réouvrir les portes de la grande économie la plus protectionniste au monde. Parmi les premiers projets du gouvernement post-Kirchner (Nestor et Cristina): assouplir le strict contrôle des changes et les multiples barrières douanières. Ce retour dans l'arène économique international est salué de toutes parts, tandis que l'Argentine est au bord de la récession. Mais en réalité, les réformes seront peut-être plus lentes à être mise en oeuvre que l'enthousiasme actuel ne le laisse pressager: sans majorité à la chambre des députés, ni au Sénat, Macri va devoir tisser des alliances pour faire avancer ses projets. (SP)

BRÉSIL ↘-1% Les Jeux olympiques déçoivent déjà

Le scandale Petrobras a pollué l'année politique et économique brésilienne. Et

cette gigantesque affaire de corruption risque bien d'entacher aussi l'exercice 2016. La première puissance d'Amérique Latine est en ralentissement depuis quatre ans. Et en crise depuis 2015. Le real brésilien a chuté de 45% l'an dernier face au dollar et l'inflation dépasse 10%. Le pays comptait sur les JO de Rio, en juin, pour retrouver le moral et, au moins, relancer la consommation via le tourisme. Mais les juges brésiliens ont aussi demandé à analyser certains des contrats de travaux publics attribués pour les Jeux. Cette enquête intervient alors le pays cherche déjà à réduire le budget initial des JO. Un geste avant tout politique car les retombées économiques de la Coupe du Monde de 2014, ont déçu un peuple qui s'était révolté contre les dépenses consenties avant cet événement. (SP)

CHINE ↗+6,3% Le centre du monde

La Chine sera au centre de toutes les attentions cette année. Sa santé industrielle a déjà commencé à paniquer les marchés boursiers. Le ton est donné: les cours des matières premières et le destin des autres grands pays émergents sont étroitement liés à l'évolution conjoncturelle dans l'Empire du Milieu, leur principal acheteur. Fléchira? Fléchira pas? D'un côté, les experts prédisent une nouvelle année de ralentissement, et des taux de croissance proches de 6%. De l'autres, les institutions chinoises, dont sa banque centrale, qui prévoit un redémarrage en 2016. «Les changements de politiques fiscales et monétaires et les mesures favorables à la croissance produiront des effets plus notables durant le premier semestre 2016», a promis la PBOC le mois dernier. Tout le monde, au sens propre du terme, attend de voir. (SP)

JAPON ↗+1% En quête d'une croissance inflationniste

En 2015, la bourse de Tokyo a affiché l'une des meilleures performances des pays industrialisés avec un gain de près de 9%. Cette progression ne s'explique pas uniquement par l'accélération graduelle du PIB attendue à 1% cette année par le FMI, après 0,7% en 2015, mais elle résulte aussi

des injections massives de liquidités de la Banque du Japon (BoJ). Le 18 décembre, la banque centrale a dévoilé un nouveau plan de rachat d'actifs, afin de relancer son économie et d'accroître l'inflation. Si les prix devaient augmenter de 0,8% cette année, ce niveau reste très loin de l'objectif de 2% visé à moyen terme par la banque centrale japonaise. (YH)

SINGAPOUR ↗+1,9% Le port d'attache en Asie

Place financière de première importance en Asie, la cité-Etat de 5,5 millions d'habitants est un précieux relais pour les banques et les grandes entreprises suisses, très présentes sur place. Elles sont attirées par la grande stabilité du pays, une monnaie stable et une inflation maîtrisée. Néanmoins, la croissance tend à se ralentir, principalement en raison de la baisse de l'activité industrielle. Même si l'investissement et la consommation sont en progression, la réponse qu'apportera le pays au ralentissement de la Chine représentera le principal défi pour l'année qui débute. Ce défi risque d'être compliqué par la baisse prévue des dépenses publiques. (YG)

AUSTRALIE ↗+2,9% Vers une diversification forcée

Charbon, or, uranium, viande... Depuis le début de la chute des cours des matières premières, la douzième économie mondiale est sous pression - même si ce pays est l'un des seuls au monde qui n'a pas connu de récession durant la crise de 2008-2009 et possède la dette la plus basse de tous les pays de l'OCDE. Essentiellement dépendante de la soif chinoise pour les ressources naturelles (agriculture et minerais) composent environ deux-tiers du commerce extérieur, l'économie australienne tente aujourd'hui d'exporter ses richesses vers d'autres régions du monde, comme l'Asie du Sud-est. (VG)

AFRIQUE DU SUD ↗+1,3% A la merci des agences de notation

L'Afrique du Sud connaît le même genre de problèmes que les autres grands émergents: chute des prix des matières premières, demande chinoise en baisse, dépréciation de la devise et inflation qui accélère (5,9% attendu en 2016). Mais le pays doit aussi composer avec une crise politique, depuis la destitution d'un Ministre des finances qui avait la confiance de la communauté internationale, début décembre. Les investisseurs, eux, seront attentifs aux premières conclusions de Standard&Poor's, le 3 juin. L'agence de notation pourrait abaisser la note de crédit de l'Afrique du Sud et ainsi, l'exclure des emprunts «invest-grade», donc de l'univers de placement de milliers de fonds d'investissement et de caisses de pension. (SP)

NIGERIA ↗+4,3% Pas si pétrolier que ça paraît

Le prix actuel du pétrole n'est pas si fatal à l'économie nigériane. Ce secteur ne pèse plus que 11% du PIB, contre 48% en 2000. Selon PriceWaterhouseCoopers (PwC), le pays a su se diversifier et dépend désormais tout autant de l'industrie agroalimentaire ou des services. En réalité, le principal problème du gouvernement sera de gérer les imprévus fiscaux et économiques liés aux poches d'instabilité et à la présence de Boko Haram au Nord du pays. En 2016, la banque centrale devra tenir à disposition toutes sortes d'injctions (injections de liquidités, circulation de la monnaie dans les régions en conflit...) pour éviter la crise et maintenir la relative stabilité acquise en 2015. Les soutiens politiques devraient se concentrer sur l'agriculture et les PME, les secteurs qui créent des emplois. (SP)

4 Economie

2016: l'odyssée technologique

PROSPECTIVE Conquête spatiale, réalité virtuelle, voitures autonomes: cette année, les innovations auront de quoi changer notre mode de vie et de consommation. A moins que les marchés nous fassent redescendre sur terre

ADRIÀ BUDRY CARBÓ

Il y a ces dates que tous les technophiles ont déjà entouré dans leur calendrier: la sortie de l'iPhone 7 cet automne, du drone autonome Lily en février ou la prochaine annonce concernant la future console de Nintendo. Mais d'autres grands rendez-vous promettent de bouleverser notre mode de vie plus durablement. Coup de projecteur sur quatre grands enjeux de 2016.

Destination: Mars

Nous commençons l'année comme on l'avait terminé: sur l'exploit de la société américaine SpaceX qui est parvenue à faire atterrir sur terre le premier étage d'un lanceur qui avait mis en orbite une constellation de satellites. Fondée en 2002, l'entreprise du milliardaire Elon Musk démontre, après deux échecs, sa résilience. Elle pourrait désormais imposer la réutilisation des lanceurs comme le nouveau standard de l'industrie spatiale. La concurrence avec Blue Origin (propriété de Jeff Bezos) qui est parvenu un mois plus tôt à faire atterrir une fusée après un vol suborbital non habité, promet une passionnante course aux exploits spatiaux.

C'est aussi en mars 2016, que l'Agence spatiale européenne (ESA), en collaboration avec son homologue russe, lancera sa mission pour Mars qui devrait, à terme, placer une sonde en orbite autour de la planète rouge et poser un appareil sur sa surface. Cette première replacerait l'Europe dans la course à la conquête spatiale. D'autre part, le système de satellites Galileo, qui permettrait aux Européens de s'affranchir de leur dépendance au GPS améri-



La dernière fusée Falcon 9 de SpaceX décolle de la base de Cap Canaveral. La conquête spatiale marquera l'année. (JOE SKIPPER/REUTERS)

cain, entrera en service à la fin de l'année.

Casques et hologrammes

La réalité virtuelle est appelée à devenir la nouvelle frontière de l'industrie du jeu vidéo. Une perspective de plus en plus proche puisque tant Sony (PlayStation VR) que Facebook (Oculus Rift) doivent commercialiser leurs casques au

premier trimestre de l'année. Ce sera le 28 mars pour Oculus, au prix de 599 dollars. Plus complet mais aussi plus encombrant, le casque HTC Vive (sortie en avril) permettra au joueur de se déplacer grâce à un système d'émetteurs-récepteurs qui reproduisent l'univers physique dans le jeu. Microsoft est également en train de développer ses lunettes à réalité augmentée Hololens qui

permettent d'ajouter des hologrammes au monde réel. Une version pour les développeurs est attendue en 2016. A terme, la technologie de réalité augmentée permettra aux médias d'offrir des reportages immersifs ou aux commerciaux de proposer des visites numériques ou «d'essayer» leurs produits sans se déplacer en magasin.

Rouler sans pilote

Google accélère le rythme dans le développement de ses voitures autonomes. Sa holding Alphabet créera en ce début d'année une unité spécialement dédiée aux véhicules sans conducteur. Objectif: passer rapidement à la commercialisation des premiers modèles. Un projet de loi californien - Etat où sont principalement

testés les véhicules autonomes - pourrait imposer aux passagers d'être toujours en mesure de reprendre le volant. Une perspective (la loi entrerait en vigueur fin 2016) qui pourrait priver les personnes âgées ou handicapées de transport, limitant les avantages de ces véhicules et conditionnant leur développement futur. Mauvaise nouvelle pour Google, qui voit également comment la concurrence s'intensifie sur le secteur. En tout, onze sociétés font déjà circuler leurs modèles autonomes sur les routes de Californie. Le constructeur Ford s'y mettra dès ce trimestre.

Bulle technologique

Éclatera? Éclatera pas? Voilà un débat qui continuera à coup sûr de diviser les analystes cette année. L'indice technologique Nasdaq culmine actuellement autour des 5000 points. C'est trois fois plus qu'il y a sept ans. La dernière fois qu'il avait atteint un niveau semblable, c'était en 2000, juste avant l'éclatement de la bulle internet. Or, le secteur semble aujourd'hui plus solide. Personne ne conteste la valorisation des géants de la technologie que sont Google, Facebook, Apple ou Amazon. Les investisseurs sont également plus méfiants et ont déjà sanctionné les groupes qui peinent à monétiser leur modèle d'affaire. Finalement, la chute de certaines licornes (entreprises privées valorisées à plus d'un milliard de dollars) aurait un impact moindre sur le grand public puisque ce sont principalement des fonds de placements ou les fondateurs qui ont investi dans ces sociétés. Mais ceux qui prédisent, année après année, l'éclatement d'une bulle finiront-ils par avoir raison? ■

«Vontobel voit la fintech comme une opportunité»

BANQUE Lionel Pilloud, directeur pour la Suisse romande de la banque Vontobel, fait le point sur les perspectives pour les marchés en 2016, l'impact de l'évolution technologique et la consolidation en cours dans le secteur bancaire

Lionel Pilloud, directeur pour la Suisse romande de la banque Vontobel, ne se dit pas surpris du mauvais départ des marchés en 2016. L'évolution technologique est plus une chance qu'une menace. La consolidation du secteur bancaire en Suisse offre des opportunités de croissance.

INTERVIEW

Le mauvais départ des marchés dans l'année 2016 vous a-t-il surpris? Quels sont les principaux événements auxquels il faudra être attentif au cours des prochains mois? Je ne sais pas si l'on peut parler de surprise, même si ce début d'année représente un défi de taille pour les investisseurs globaux. Pour nous, le thème majeur de 2016 sera le resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis et son impact possible sur l'économie. De plus, la baisse massive des cours des matières premières a fragilisé les pays exportateurs ainsi que plus largement l'ensemble des entreprises actives dans le secteur. Les capitaux investis dans ce secteur entre 2003 et 2013 ont été importants: on peut parler d'une bulle qui a implosé, avec des conséquences dévastatrices pour de nombreux pays

émergents ainsi que pour leurs entreprises «nationales» souvent surendettées. La forte dévaluation des devises émergentes de ces deux dernières années a néanmoins remis les pendules à l'heure en améliorant la compétitivité, mais sans changement profond de politique les récessions sévères du Brésil ou de la Russie pourraient déboucher sur de vraies dépressions économiques. Enfin, la Chine reste sous pression, avec une demande réduite en matières premières et un impact négatif sur les exportations des pays émergents vers la Chine. Nous suivons attentivement ces développements, car ils pourraient déboucher sur une crise de crédit aiguë, qui aurait un fort impact sur l'activité globale.

La place financière helvétique a été transformée en profondeur au cours des dernières années. Parmi les différents facteurs suivants - la réglementation, l'évolution technologique ou la consolidation du secteur -, lesquels auront la plus grande influence sur l'évolution de la place financière en général et pour la banque Vontobel? Notre place financière connaît, il est vrai, toute une série de mutations, dont certaines ont été anticipées et d'autres peut-être moins par ses acteurs. Il s'agit là, à notre sens, d'une transformation profonde, une réelle mue qui est inévitable et même salutaire. L'ensemble des points que vous évoquez sont interconnectés et constituent un

écosystème dont il est difficile de dire quel élément a ou aura le plus d'influence et à quel moment. L'important - en fait, la priorité - pour un gérant d'actifs mondial comme le nôtre est de conserver une vision à long terme et de garder le cap stratégique que nous nous sommes fixés.

A propos de la consolidation au sein du secteur, Zeno Staub, le directeur de la Banque Vontobel, avait affirmé il y a trois ans qu'une centaine de banques disparaîtront en Suisse au cours des prochaines années. Ce scénario vous paraît-il possible et est-ce aussi une opportunité de croissance pour vous? A notre avis, la consolidation continue à offrir de réelles opportunités, que ce soit en Suisse ou à l'étranger. Mais même si les banques qui nous intéressent ont des portefeuilles séduisants, toutes les conditions que nous nous sommes imposées pour mener de telles opérations doivent être remplies, notamment en termes de conformité des actifs. Nous avons un objectif de croissance organique mais aussi par fusion ou acquisition, pour autant que les opportunités qui se présentent aient du sens et soient appropriées à notre situation, comme c'était le cas pour notre rachat de Finter annoncé en septembre dernier. Une fusion ou une acquisition doit être satisfaisante sur le long terme, et ne représente pas un objectif en soi - de ce point de vue, la perspective à court terme n'est pas celle qui nous intéresse. Nous voulons pouvoir nous



(WILLI KRACHER)

«Le thème majeur de 2016 sera le resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis et son impact possible sur l'économie»

LIONEL PILLOUD, DIRECTEUR SUISSE ROMANDE DE LA BANQUE VONTOBEL

retourner dans dix ans en disant que c'était la bonne chose à faire.

Depuis l'abandon du taux plancher le 15 janvier 2015, le potentiel d'appréciation supplémentaire du franc vis-à-vis de l'euro et du dollar est beaucoup plus restreint. Dans le cas du billet vert, les marchés anticipent surtout son appréciation face au franc. Quels en sont les implications en termes de stratégie de placement? Nous prévoyons une parité stable du cours euro/franc autour de 1,10 pour 2016, avec un potentiel de dépréciation de 7 à 8% par rapport

au dollar. Le franc reste surévalué par rapport à l'euro et la Banque nationale suisse reste très vigilante quant à une appréciation éventuelle. L'écart de taux entre la BNS (-0,75%) et la BCE (-0,30%) représente un facteur de soutien pour l'euro. Mais ne nous leurrions pas: le franc reste une devise structurellement forte, avec une économie suisse compétitive et une balance des paiements excédentaire malgré la forte appréciation de la monnaie depuis 2010. En termes de stratégie de placement, les actions suisses sont attractives et profiteront de leur exposi-

tion au dollar. En outre, le caractère défensif du marché présente un avantage dans un environnement où les bénéfices des entreprises au niveau global sont sous pression. Pour ce qui est des obligations de la Confédération en revanche, une diversification en devises a beaucoup de sens, et nous privilégions les bons du Trésor américains. De façon plus anecdotique, les obligations libellées en couronne suédoise nous paraissent intéressantes en termes de diversification.

Sur le plan technologique, l'essor de la «fintech» a été un des sujets majeurs en 2015. Voyez-vous cela comme une chance ou une menace pour les acteurs établis de la place financière suisse? Vontobel voit la fintech non comme une menace mais comme une opportunité d'offrir le meilleur service possible aux clients. En général, les banques privées suisses ont réagi relativement lentement à la numérisation, mais des développements importants ont eu lieu au cours des deux dernières années. Si les start-up ont sans doute une certaine maîtrise technique, les banques occupent une position unique dès lors qu'il s'agit de combiner la technologie avec la compétence et l'expérience bancaire, avec pour objectif de fournir aux clients des produits qui répondent à leurs besoins et intérêts, et qui offrent les plate-formes les mieux sécurisées en ce qui concerne par exemple la confidentialité. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR YVES HULMANN